

Les inégaux soutiens des classes populaires au RN

Christèle Lagier

Maîtresse de conférence de Science politique,
Avignon Université - LBNC - UPR 3788¹.

Les classes populaires sont trop fréquemment associées au Rassemblement national (RN) sans que soit pris tout à fait au sérieux le fait qu'elles demeurent majoritairement abstentionnistes, qu'elles constituent un ensemble bien difficile à définir au sein duquel les votants ne soutiennent pas d'un seul bloc et pas toujours fidèlement ce parti. À rebours des tendances à la généralisation, je propose, dans ce chapitre, d'apporter un éclairage sur les préférences politiques intermittentes pour le RN de certaines fractions des classes populaires.

Je le fais d'abord à partir d'un terrain singulier, le Sud-est de la France, et donc sur la base d'une approche localisée longitudinale qui repose sur l'exploitation de divers matériaux d'enquête. En toile de fond, je m'appuie sur les entretiens menés dans le cadre et à la suite de ma thèse sur les électorats du FN², et particulièrement l'électorat féminin, en focalisant ici l'analyse sur les femmes des classes populaires. J'ai pu compléter ces matériaux par les travaux que je mène avec ma collègue Jessica Sainty sur quatre bureaux de vote de la commune d'Avignon que nous suivons depuis 2015 via le relevé systématique des listes d'émargement et des questionnaires à la sortie des bureaux de vote. Ces matériaux nous permettent notamment d'analyser conjointement les votes pour l'extrême-droite et la droite républicaine et l'abstention³.

1 Laboratoire Biens, Normes, Contrats - Unités propres de recherche 3788 (LBNC - UPR).

2 Christèle Marchand-Lagier, *Le vote FN. Pour une sociologie localisée des électorats frontistes*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2017.

3 Sur ce point, vous pouvez consulter les articles rédigés avec Jessica Sainty : « Avignon, îlot isolé dans un département frontiste ? », *Métropolitiques*, 12 mai 2017 (<https://metropolitiques.eu/Avignon-ilot-isole-dans-un.html>) ; « Sur le Front d'Avignon. Quelques leçons sur les élections régionales de 2015 », *La vie des idées*, 21 mars 2017 (<https://laviedesidees.fr/Sur-le-Front-d-Avignon.html>).

Dans une perspective plus nationale ensuite, je m'appuie sur des matériaux d'enquête recueillis dans le cadre de l'enquête ANR-16-CE41-0008 ALCoV « Analyse localisée comparative du vote ». Il s'agit notamment d'entretiens approfondis et répétés avec des électeurs de droite et d'extrême-droite (jusqu'à quatre avant, pendant et après le scrutin présidentiel de 2017), mais également l'exploitation d'un « questionnaire sortie des urnes » (QSU) administré à l'occasion du second tour de la Présidentielle de 2017 dans quatorze bureaux de vote⁴ répartis sur le territoire national. Ce questionnaire sociologique construit dans une perspective explicative visait à mettre en relation les propriétés sociodémographiques des répondants, les rapports plus ou moins distants de ces derniers à la politique, les relations aux groupes primaires d'appartenance (conjoint, enfants, parents, collègues de travail, amis et voisins) et les échanges avec ces derniers en aval et en amont du vote. Au final, nous avons pu travailler sur 3 000 questionnaires exploitables⁵ offrant, malgré des biais classiques de surreprésentation des plus politisés, un cadrage général permettant d'évaluer la manière dont les électeurs et électrices s'intéressent à l'élection. À titre personnel, j'ai exploité une partie de ces données pour l'analyse du vote des femmes en faveur de Marine Le Pen⁶ (sachant que le QSU a été administré également au premier tour sur la commune d'Avignon) et de l'électorat Fillon à la Présidentielle de 2017 (et notamment la manière dont ce dernier s'est repositionné à la faveur du deuxième tour⁷) permettant de creuser la question de la porosité entre électors de droite et d'extrême-droite.

4 Amiens (n° 23), Avignon (n° 9, 205, 323, 468, 469), Brignoles (n° 11, 12), Joigny (n° 3, 7), Marseille (n° 1577), Paris 16e (n° 19) et Paris 18e (n° 39, 49).

5 Soit un taux de réponses (Questionnaires recueillis/Votants effectifs) oscillant entre 22,5 % (Brignoles) et 39,1 % (Paris 16e). Ces taux de réponses variables sont liés à l'orientation politique des bureaux de vote (avec un taux de réponse moindre dans les bureaux à forte orientation frontiste) et/ou aux propriétés sociales des répondants (plus fortes dispositions à se prêter au jeu d'une enquête électorale à mesure qu'augmente le volume de capitaux économiques et surtout culturels).

6 Ce travail a donné lieu à la publication de l'article : « Le vote des femmes pour Marine Le Pen : entre effet générationnel et précarité socio-professionnelle », *Travail, Genre et Société*, n° 40, novembre 2018, p. 85-106.

7 Analyse qui va faire l'objet d'une publication prochaine dans un ouvrage publié par le Collectif ALCoV et sur laquelle repose assez largement ce chapitre.

Quelles dimensions du soutien des classes populaires au RN ces travaux peuvent-ils éclairer dans le contexte de brouillage de l'offre politique à l'extrême-droite lors de la campagne présidentielle de 2022 ? C'est en travaillant sur une sous-population des classes populaires, les femmes, que je souhaite d'abord souligner la fragilité des soutiens apportés au RN de ce côté de l'espace social. J'insisterai ensuite sur les va-et-vient récurrents, au sein des classes moyennes basses, entre droite et extrême-droite ancrant profondément les électorsats du RN de ce côté-ci de l'espace politique.

Des jeunes femmes des classes populaires réceptives à l'offre RN ?

Je m'intéresse ici au profil sociodémographique des femmes qui ont déclaré avoir voté Marine Le Pen lors du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017. Ces femmes issues des classes populaires y incarnent prioritairement les fractions les plus précarisées professionnellement. La distinction entre classes populaires stables et précarisées a été assez largement étudiée⁸ tant dans les cités HLM (habitation à loyer modéré) que dans les zones pavillonnaires péri-urbaines ou encore dans le monde rural. Elle nous semble tout à fait essentielle pour saisir comment ces différentes fractions votent ou non pour le RN. Le développement de ce qu'Olivier Schwartz appelle la « tripartition de la conscience sociale » ou le schéma « triangulaire »⁹ permet de repérer un espace social intermédiaire dans lequel trouveraient

8 Pierre Gilbert, « Devenir propriétaire en cité HLM. Petites promotions résidentielles et évolution des styles de vie dans un quartier populaire en rénovation », *Politix*, vol. 1, n° 101, 2013, p. 79-104 ; Violaine Girard, *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2017 ; Camille Peugny, « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés », *Revue française de science politique*, vol. 65, n° 5, 2015, p. 735-759 ; Emmanuel Pierru et Sébastien Vignon, « Comprendre les votes frontistes dans les mondes ruraux. Une approche ethnographique des préférences électorales », in Gérard Mauger et Willy Pelletier, (dir.), *Les classes populaires et le FN*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, collection « Savoir/Agir », 2016.

9 Olivier Schwartz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des idées*, 22 septembre 2009.

à s'exprimer les préférences RN. Les récents travaux de Félicien Faury¹⁰ insistent sur la nécessité d'apposer une grille de lecture raciale sur ce schéma pour l'appliquer à certains territoires comme celui du Sud-est de la France. Il décrit des enquêtes piégées au « mauvais milieu » de l'espace social, situation que les propos de Lucie (âgée de 47 ans, en couple et mère de trois enfants, sans-emploi au moment de l'enquête, titulaire d'un BTS en biologie et ayant travaillé, entre autres métiers, comme employée dans un Laboratoire d'Analyses médicales) cités par ce dernier illustrent parfaitement lorsqu'elle dit se situer « plus vers le milieu bas que dans le milieu haut »¹¹. Cet espace serait, selon Olivier Schwartz, pour partie composé de catégories traversées par « ce sentiment d'être lésées à la fois par des décisions qui viennent du haut mais aussi par des comportements qui viennent de ceux du bas »¹². Cette approche souligne la difficile délimitation des classes populaires, tant les frontières sont poreuses avec les catégories sociales qui vers le haut les dominant et celles qu'elles tiennent encore à distance vers le bas. Cela fait écho de manière très nette aux discours recueillis lors d'entretiens que j'ai pu mener dans lesquels les propos anti-élites du FN, caractéristique de la rhétorique populiste d'extrême-droite¹³, trouvent un point d'accroche puissant avec la distinction avec « ceux d'en haut ». Ces électeurs et électrices qui se situent dans cet entre-deux ont le sentiment d'être moins bien traités non seulement que ceux et celles du haut, mais aussi que ceux et celles du bas qui vivent, à leurs yeux, des allocations de l'État. C'est sur ce point que la critique de l'État providence trouve sa source, mais également sans doute dans tout un tas de digressions sur les « bons » et les « mauvais » migrants sur fond de guerre en Ukraine.

Comme le soulignent encore de manière complémentaire les travaux de Félicien Faury, au-delà de la concurrence au travail, on observe chez les électeurs frontistes la dénonciation de la complicité d'un État qui

10 Félicien Faury, *Vote FN et implantation partisane dans le Sud-Est de la France : racisme, rapports de classe et politisation*. Thèse soutenue le 30 juin 2021 à l'université Paris Dauphine.

11 *Ibid.* p. 108.

12 Olivier Schwartz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? », *op. cit.*

13 Cas Mudde, « The Populist Radical Right: A Pathological Normalcy », *West European Politics*, vol. 33, n° 6, 2010, p. 1167-1186.

dépossède, par la redistribution sociale, ceux qui travaillent au profit de ceux qui profitent. Il décrit un « déni collectif de reconnaissance de l'effort individuel »¹⁴ que j'ai perçu très nettement dans les entretiens que j'ai réalisés déjà anciennement avec des électrices du FN au début des années 2000, mais également dans la distribution des réponses au QSU administré lors de la Présidentielle de 2017. Dans cet espace intermédiaire, les femmes occupent en effet les positions les plus désavantageuses notamment du point de vue salarial¹⁵. Les électrices appartenant à ces catégories se sentent les parents pauvres de politiques sociales qu'elles contribuent à financer par leurs impôts et dont elles n'ont pas le sentiment de bénéficier. Le rapport à l'assistanat tend à diviser les classes populaires entre établis et outsiders, comme l'analyse Gérard Mauger¹⁶, poussant ces catégories à défendre certaines formes de « respectabilité » qui peuvent se traduire dans le choix du RN. Si, contrairement aux discours véhiculés par les dirigeants frontistes, le RN n'est pas le parti des exclus ou des précaires qui s'abstiennent plus massivement qu'ils ne votent FN, il n'empêche que plus de la moitié des votes FN se recrutent chez les employés et ouvriers (actifs et retraités)¹⁷, catégories parmi lesquelles, au vu de nos données, la contribution des femmes les plus précaires professionnellement semble significative.

Pour mieux comprendre ces choix RN, nous nous appuyons sur les analyses produites à partir de 3 011 questionnaires recueillis dans le cadre de l'enquête ALCOV dont 2 679 exploitables concernant la question « Pour qui venez-vous de voter ? » posée lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017. En préambule, il s'agit de bien garder à l'esprit que, parmi ces questionnaires, seulement 379 concernent des répondants déclarant le choix de Marine Le Pen dont 208 femmes. Il est donc essentiel de mesurer que les analyses reproduites ici reposent sur l'exploitation d'à peine plus de 200 votes

14 Félicien Faury, *Vote FN et implantation partisane dans le Sud-Est de la France*, *op. cit.*, p. 109.

15 Jacqueline Laufer, *L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*, Paris, La Découverte, 2014.

16 Gérard Mauger, « Vote FN et "souci de respectabilité" » in Gérard Mauger et Willy Pelletier (coord.), *Les classes populaires et le FN*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2017.

17 *Ibid.*

féminins déclarés en faveur du RN pour plus de 3 000 questionnaires recueillis soit un peu moins de 7 % du total, la sous-déclaration demeurant très forte dans ces électorats. Travailler sur les femmes déclarant un vote Marine Le Pen, c'est d'abord travailler sur de très petits échantillons. Contre une tendance trop largement diffusée par les sondages d'opinion visant à prévoir des comportements électoraux de plus en plus erratiques, l'étude menée ici reste un travail exploratoire qui propose plus humblement de décrire les portions de l'espace social, mais aussi politique dans lesquelles les préférences RN trouvent à s'exprimer.

Ce que nous pouvons confirmer à la lecture des données exploitées, c'est que le RN est loin d'être le « premier parti ouvrier » de France. Cette labellisation revendiquée par certains responsables RN et validée par nombre de commentaires médiatiques ne résiste pas à l'analyse des résultats électoraux en % des inscrits¹⁸, ni au faible nombre de répondants ouvriers dans les enquêtes (auxquels doivent être rajoutés les répondants « employés » pour obtenir des effectifs exploitables). Il serait en effet plus conforme à la réalité de qualifier le RN de « premier parti chez les ouvriers (et employés) qui votent ». Force est de constater par ailleurs que si l'abstention massive profitait plutôt au RN jusqu'aux législatives de 2017 en accroissant sa visibilité, il en a fait les frais lors de ce scrutin, perdant plus de la moitié de ses voix entre la Présidentielle et les Législatives dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par exemple, où il réalise historiquement ses meilleurs scores. Le RN n'incite donc pas les abstentionnistes à se mobiliser en sa faveur et, comme le soulignent les entretiens que j'ai pu réaliser, celles et ceux qui votent pour lui le font sans croyance dans la capacité de cette formation politique à transformer leur vie. « Y'en a marre de payer pour les autres », « on a tout essayé », « la droite et la gauche, c'est pareil », « il faut valoriser le travail » ou encore « Pourquoi pas Marine ? » justifient bien plus ce choix que l'adhésion aux propositions – très largement méconnues – de ce parti.

18 Cf. ici l'enquête Insee participation pour la séquence électorale 2017 exploitée notamment par Céline Braconnier, Baptiste Coulmont, et Jean-Yves Dormagen. « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 6, 2017, p. 1023-1040.

Une fois ces précisions apportées, mes travaux soulignent que les jeunes femmes des classes populaires déclarant un vote RN présentent, au-delà de leur précarité professionnelle, la particularité d'être plus fréquemment en couple traduisant sans doute par là leur insertion dans des milieux sociaux dans lesquels on prolonge moins ses études et on se marie plus tôt. Cette tendance peut également être comprise au regard de la reconnaissance sociale et de la sécurité financière que permet la mise en couple pour les femmes de ces milieux sociaux¹⁹. Le statut de femme mariée offre, en effet, une stabilité sociale qu'il est parfois difficile d'obtenir par le seul exercice d'une activité professionnelle, notamment quand celle-ci se réduit à un « job alimentaire » ou une activité à temps partiel ou précaire.

Ceux et celles qui votent pour Marine Le Pen ne sont donc pas les plus démunis puisqu'ils et elles votent. S'ils s'en sortent financièrement, ils ont le sentiment que c'est de plus en plus difficile. Les femmes déclarant un vote RN occupent donc les positions les plus fortement dépendantes de leurs environnements familiaux (mariage précoce, moins fréquemment en activité ou avec un statut précaire, moins d'indépendance financière, etc.) dans un électorat qui demeure dominé socialement (faiblesse des capitaux scolaires et professionnels). On note parallèlement la fréquence des discussions politiques avec le seul conjoint chez les femmes déclarant un vote RN tout particulièrement dans les catégories « Autre personne sans emploi » et « Employée », catégories dans lesquelles les occasions d'échanges politiques peuvent se réduire au seul couple. En effet, parmi les répondants au questionnaire « sortie des urnes » déclarant être très intéressés par la politique, c'est un peu moins de 10 % qui déclarent un vote Marine Le Pen contre près des trois quarts un vote Emmanuel Macron. C'est par ailleurs chez les plus jeunes électrices RN que l'intérêt pour la politique est le moins bien diffusé. Pour celles-ci, l'espace du couple peut donc bien offrir, à moindre coût, les moyens d'un choix RN dont nous avons pu observer, à l'occasion de nos enquêtes qualitatives, qu'il est un vote souvent partagé entre

19 Violaine Girard, *Le vote FN au village*, op. cit. ; Christèle Marchand-Lagier, *Le vote FN. Pour une sociologie localisée des électors frontistes*, op. cit.

conjoints²⁰. Les résultats de l'enquête par questionnaire soulignent que Marine Le Pen mobilise ainsi, un peu mieux que le candidat Emmanuel Macron, les catégories les plus fragiles, au chômage ou à faibles revenus, mais celles-ci demeurent dans leur grande majorité à distance de la pratique de vote²¹. Le RN fait donc mieux que les autres partis dans ces catégories, mais ne les incite pas plus à voter. Il semble que la véritable marge de progression du RN se trouve au sein de ces catégories faiblement participationnistes et notamment chez les femmes qui composent avec les conditions de travail les plus difficiles, dégradées ou précaires.

C'est donc bien le rapport au monde politique (distance, sentiment de ne pas être représenté ni écouté), mais également au monde social et professionnel des classes populaires qu'il faut interroger pour comprendre le repli sur l'abstention ou le vote RN de ces femmes. C'est donc toute la question de la mise à l'écart du politique de ces catégories qui est en jeu et il n'est pas certain que la précarisation généralisée, telle qu'inscrite dans les ordonnances Macron réformant le droit du travail (dont l'un des effets constatés est que deux tiers des emplois créés sont des contrats d'intérim ou des CDD auxquels s'ajoutent la multiplication des CDII (intérimaire) comptés comme des CDI), contribue à inverser ces tendances, tout particulièrement chez les femmes. C'est bien cette question de l'incapacité des formations politiques (et particulièrement des formations politiques de gauche) à se saisir des problématiques sociales qui est en jeu dans le maintien de scores élevés du RN et plus largement de l'extrême-droite. Au-delà de la bataille des idées (c'est-à-dire la centralité des problématiques placées par l'extrême-droite au cœur du débat public), c'est la capacité des autres formations politiques à parler d'autre chose et notamment des moyens de replacer les conditions de travail au centre du débat qui est en jeu. De ce point de vue, la séquence électorale des Législatives qui s'est ouverte en 2022 avec l'alliance assez inespérée des formations

20 Christèle Lagier, « Les ressorts privés du vote FN : une approche longitudinale » in Sylvain Crépon, Alexandre Dezé, Nonna Mayer, (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Presses de Science po, novembre 2015.

21 Céline Braconnier *et al.*, « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale », *op. cit.*

de gauche au sein de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES) peine à déboucher sur une plateforme programmatique susceptible de convaincre ces catégories populaires. En revanche, le cycle de manifestations de l'année 2023 contre la réforme des retraites a démontré le fort potentiel mobilisateur de ces dernières qui ont pu trouver, dans les rangs d'une intersyndicale unie, les moyens d'une représentation.

Dans un deuxième temps, et toujours pour essayer de poser quelques points de repère concernant les soutiens des classes populaires au RN, je voudrais éclairer les mouvements pendulaires entre votes pour Les Républicains et votes pour le RN ancrant certes cet électorat au sein des classes populaires, mais plutôt à droite de l'espace politique particulièrement sur les terres du Sud-est.

Des classes populaires droitières progressivement plus à droite

Je m'appuie dans cette seconde partie sur l'analyse du repositionnement des électeurs fillonistes du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 en faveur des candidats Le Pen et Macron dans le cadre du deuxième tour qui a vu l'élimination du candidat républicain. Les matériaux travaillés sont ici encore tirés de l'analyse du questionnaire sortie des urnes précédemment mentionné, mais également d'entretiens menés avec des électeurs et électrices de droite avant, pendant et après la présidentielle de 2017²².

La porosité entre les électorats de droite et d'extrême-droite est particulièrement avérée sur le terrain du Sud-est et encore une fois largement confirmée par les travaux récents de Félicien Faury précédemment cités. En effet, alors qu'il décrit les électeurs et électrices du RN, il précise : « l'alternative dominante est ainsi celle entre le FN et la droite (RPR, UMP, LR), parfois d'autres partis (comme DLF), parfois l'abstention (soit par désintérêt politique, soit, pour les frontistes les plus convaincu-es, en cas de second tour où le FN n'est pas présent) »²³. Il confirme combien les frontières entre les « blocs »

22 Cf. chapitre à paraître dans l'ouvrage collectif ALCOV.

23 Félicien Faury, *Vote FN et implantation partisane dans le Sud-Est de la France*, *op. cit.*, p. 364.

de droite et d'extrême-droite peuvent être poreuses²⁴. Cette tendance s'est à l'évidence encore accentuée dans le contexte de recomposition de la droite sur les thématiques autoritaires et xénophobes que certains rapprochements – nous pensons ici à Marion Maréchal et Éric Zemmour dans la campagne présidentielle de 2022 – tendent à valider. L'ensemble de ces travaux et ceux que j'ai moi-même menés concluent au fort tropisme droitier des électeurs et électrices frontistes qui apparaît ainsi comme une caractéristique stable et durable de cet électorat, identifié dès les années 1990 et confirmé depuis par les enquêtes électorales²⁵.

Pour travailler de longue date sur ce terrain du Sud-est, j'ai pu observer combien les petits pas vers l'extrême-droite traduisant la manifestation d'une insatisfaction grandissante à l'égard de la droite sont fréquents. J'ai pu montrer que la force d'opposition qui peut apparaître ici comme la plus significative est bien le RN quand il s'agit de rejeter la gauche ou de sanctionner la droite. Félicien Faury évoque, quant à lui, une « asymétrie des aversions »²⁶ nourrie par des ressentiments très forts, voire une détestation de la gauche particulièrement socialiste. À cela s'ajoute ce que je décrivais dans le chapitre 1 de mon ouvrage sur le vote FN²⁷, et que confirment encore les récents travaux mentionnés : les habitudes d'élus locaux notabilisés qui, dans la gestion de leurs clientèles électorales, naviguent entre les étiquettes politiques, mordent sur les discours de l'extrême-droite,

24 Ce que d'autres travaux avaient déjà souligné, cf. sur ce point : Florence Haegel, *Les droites en fusion : Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012 ; Florent Gougou et Simon Labouret, « La fin de la tripartition ? », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 2, 2013, p. 279-302 ; Christèle Marchand-Lagier, *Le vote FN. Pour une sociologie localisée des électors frontistes*, op. cit.

25 Voir notamment les travaux de Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999 ; « Les hauts et les bas du vote Le Pen 2002 », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5, 2002, p. 505-520 ; « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3, 2007, p. 429-445 ; « L'électorat Le Pen de père en fille » in *Des votes et des voix. De Mitterrand à Hollande*, Nîmes, Champ social, 2013, p. 101-111 ; « Les constantes du vote FN », *Revue Projet*, vol. 354, n° 5, 2016, p. 11-14. Voir également Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo, *FN et UMP : électors en fusion ?*, Fondation Jean-Jaurès, 13 septembre 2013.

26 Félicien Faury, *Vote FN et implantation partisane dans le Sud-Est de la France*, op. cit., p. 399.

27 Cf. Chapitre 1, Christèle Marchand-Lagier, *Le vote FN. Pour une sociologie localisée des électors frontistes*, op. cit.

empruntent son lexique et ainsi contribuent à déporter une partie du corps électoral droitier vers l'extrême-droite. La légitimation de l'extrême-droite est en effet renforcée, comme a pu le souligner Violaine Girard²⁸, par les propos ou attitudes d'élus se droitisant en autorisant l'expression d'un racisme ordinaire.

Pour donner un peu de contenu à ces mouvements pendulaires, je m'appuie sur les réponses au questionnaire ayant permis d'analyser les repositionnements de l'électorat de droite (notamment filloniste) à l'occasion du deuxième tour de la Présidentielle de 2017, scrutin offrant la situation assez inédite jusque-là de disqualification du candidat des Républicains dès le premier tour. Les élections de 2017 marquent un moment de profonde incertitude et de recomposition du paysage politique contemporain qui s'est poursuivi en 2022²⁹. Pour comprendre d'où l'on part, il faut noter qu'au vu de l'analyse des données du questionnaire, si la très grande majorité des électeurs de Fillon de 2017 avaient voté Sarkozy en 2012, ce n'est que la moitié des électeurs de ce dernier qui a choisi Fillon en 2017. Sur ce point, les « fidèles » qui votent pour Les Républicains en 2012 comme en 2017 sont davantage issus des classes supérieures que ceux qui rallient Emmanuel Macron dès le premier tour en 2017. À l'inverse, les électeurs de Marine Le Pen présentent de leur côté des ancrages sociaux plus populaires. Ils sont en effet majoritairement employés ou ouvriers contre moins d'un cinquième des électeurs Sarkozystes ayant fait le choix de Macron ou de Fillon au premier tour. 10 % sont chômeurs contre 1 % pour les autres et ils sont bien moins souvent diplômés du supérieur, moins intéressés par la politique et avec des revenus bien inférieurs.

Les soutiens fillonistes du premier tour en 2017 se partagent entre électeurs bourgeois, âgés, aisés et catholiques qui ne remettent pas en cause la légitimité du candidat choisi et électeurs issus des

28 Violaine Girard, *Le vote FN au village*, op. cit.

29 La disqualification de Valérie Pécresse qui ne parvient pas à franchir la barre de 5 % des suffrages exprimés lors du 1^{er} tour de la Présidentielle 2022 confirme l'effondrement électoral de la droite dite républicaine. Les premières analyses suggèrent que cet effondrement se fait au profit des macronistes pour la frange LR la plus centriste, du RN pour la plus populaire et d'Éric Zemmour pour la plus bourgeoise, idéologue et conservatrice. La déroute de V. Pécresse en 2022 était inscrite dans l'élimination de F. Fillon en 2017.

petites classes moyennes du privé ou du public (que Pierre Bourdieu qualifiait de « main droite de l'État ») socialisés à droite dans des univers politiques cohérents, homogames et profondément hostiles à la gauche. Ce sont des catégories d'électeurs pour lesquelles la droite et la gauche se distinguent sans ambiguïté. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles ils se sont méfiés, dans un premier temps, du candidat Macron identifié comme l'héritier de François Hollande et des socialistes. Pourtant, et en dépit de cela, plus des trois quarts des répondants pro-Fillon du premier tour déclarent avoir voté Macron au second tour, un quart avoir voté blanc et le dernier quart avoir voté pour Marine Le Pen. Les électeurs Fillon du premier tour qui déclarent avoir voté pour Emmanuel Macron au second n'appartiennent pas à l'évidence aux classes populaires. Ils sont en effet sociologiquement les plus proches du noyau central de l'électorat « bourgeois » des Républicains déjà décrit. Ils sont âgés, plus souvent retraités, issus des professions supérieures, très diplômés, déclarant des revenus particulièrement élevés, affichant une préférence marquée pour la droite et de forts taux de pratique religieuse. Les électeurs Le Pen du second tour sont eux plus « populaires ». Ils sont également plus jeunes et plus souvent des hommes, plus souvent ouvriers, employés ou exercent une profession intermédiaire. Plus d'un tiers d'entre eux déclarent un diplôme inférieur ou égal au Bac et des revenus inférieurs à 2 500 euros mensuel pour leur ménage. Les profils ainsi dressés indiquent que les choix du second tour sont fortement ancrés socialement.

Néanmoins, les réponses au seul questionnaire ne suffisent pas pour reconstituer les itinéraires électoraux de ces électeurs, et ce pour au moins deux raisons. La première tient au fait que, lorsqu'elles votent, les catégories populaires sont nettement moins représentées dans les répondants aux questionnaires proposés à la sortie des bureaux de vote³⁰. Si je prends les données exploitées et alors qu'ils/elles représentent encore près du quart de la population active, la part des ouvriers/ouvrières ne représente qu'un peu plus de 6 % de

30 Camille Peugny, « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires », *op. cit.* ; Céline Braconnier et Nonna Mayer, *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Paris, Presse de Science Po, 2015.

l'échantillon global de nos répondants au questionnaire dans le cadre de l'enquête ALCoV dont les données sont ici analysées. La seconde raison tient au fait que le pré-codage des réponses imposées par la méthode du questionnaire n'autorise pas l'analyse rapprochée des situations dans lesquelles ces choix de deuxième tour se sont opérés, ont été discutés, parfois contestés puis progressivement validés par les environnements familiaux et sociaux. De ce point de vue, les entretiens approfondis réalisés tout au long de la séquence électorale sont précieux pour suivre les trajectoires électorales des électeurs de droite, contraints de se repositionner derrière Emmanuel Macron ou Marine Le Pen à la faveur d'une offre électorale inédite.

Parmi ceux qui font le choix d'Emmanuel Macron – et pour bien comprendre en quoi il existe bien une fracture entre les électorats de droite issus de la bourgeoisie et des classes populaires – on relève deux motivations.

D'abord un vote anti-RN et ce pour une majorité des électrices et des électeurs de F. Fillon pour laquelle le vote au second tour pour Emmanuel Macron est une évidence. Ils ne veulent en effet pas « prendre le risque » de laisser Marine Le Pen (et plus largement le RN) accéder au pouvoir. S'ils expriment en entretien des positions peu éloignées de celles défendues par le RN sur les questions d'immigration, sur la méfiance à l'égard des « musulmans » ou encore à propos de certaines « valeurs » (la famille, la nation, etc.), ils dénoncent l'incompétence économique de la candidate Le Pen. À cette incompétence s'ajoute une défiance à l'égard de la personne même de cette candidate qualifiée d'« incapable », d'« incohérente », d'« excitée », de « complètement folle », voire peut être « droguée » ou « shootée ». Si l'on relève ici les registres de l'incompétence et de l'hystérie, ces derniers s'accompagnent du registre du mépris social à l'égard des militants ou des électeurs du RN, jugés trop populaires, vulgaires et dangereux. Les travaux d'Éric Agrikolianski et Kévin Geay soulignent sur ce point en quoi la méfiance à l'égard des mouvements politiques de masse et du militantisme qui est déjà une constante de la bourgeoisie conservatrice³¹ redouble lorsqu'il s'agit du RN.

31 Cf. Éric Agrikoliansky et Kévin Geay, « La bourgeoisie économique : une "classe mobilisée", mais comment ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 232-233 (2-3), 2020.

Ensuite, on observe des mouvements de conversion progressive au choix Macron renvoyant à une extension du domaine des possibles, pour les électeurs rencontrés, confirmés aux Législatives qui suivent la Présidentielle de 2017 et sans doute, à nouveau, lors de l'élection présidentielle de 2022 (ce sera à confirmer sur la base d'une analyse plus fine des données). Alors que le candidat Macron était décrit dans les premiers entretiens comme un « bébé-Hollande », quelques semaines après son élection, il suscite une admiration chez ceux qui lui donnent finalement leurs suffrages. Le nouveau président correspond parfaitement à leurs goûts sociaux et politiques pour un candidat moderne, libéral et incarnant l'avenir à leurs yeux. Le cadrage médiatique « Nouveau Monde » imposé dans les commentaires a ici très bien fonctionné épousant, comme le souligne encore Kévin Geay, les évolutions sociologiques plus profondes qui affectent les mécanismes de reproduction des classes supérieures et leurs affiliations politiques³².

Moins marquées par la religion catholique, moins attachées aux valeurs traditionnelles, valorisant l'innovation (en termes de relations de genre, d'internationalisation, de secteurs d'activité, etc.), les plus jeunes générations défendent un libéralisme économique compatible avec un libéralisme des mœurs. Elles sont parvenues, dans le contexte politique bousculé de 2017, à convaincre leurs aînés. Cette conversion offre les signes d'une socialisation politique inversée (les enfants influençant les choix politiques des parents) qu'il serait intéressant d'analyser.

Parmi ceux qui ont choisi Marine Le Pen au deuxième tour en 2017, les enquêtés rencontrés s'inscrivent dans le portrait dessiné dans les réponses au questionnaire sortie des urnes. Pour les électeurs républicains rencontrés notamment dans le Sud-Est de la France, dont les positions sociales sont plus modestes, Marine Le Pen a été le choix le plus fréquent au deuxième tour de la Présidentielle de 2017. Or, ce vote était une option déjà inscrite dans le choix Fillon du premier tour, car ils avaient déjà hésité. Dès les premiers entretiens, la reconstitution des itinéraires électoraux suggère combien le choix du RN, peut devenir une option de deuxième tour presque évidente,

32 Kévin Geay, *Enquête sur les bourgeois*, Paris, Fayard, 2019.

et ce dans des configurations relationnelles pourtant éloignées. Les va-et-vient entre droite et extrême-droite n'ont pas la même fréquence et le vote RN n'est jamais mécanique, mais il bénéficie, sur ce terrain où le parti est de longue date implanté, de conditions d'expression facilitées. Ce vote est à chaque fois renégocié et, si des verrous subsistent chez certains pourtant peu hostiles aux idées du RN, comme on a pu précédemment le souligner, d'autres lâchent selon deux motivations qui semblent particulièrement significatives concernant les enquêtés rencontrés.

La première motivation relève de jugements sociaux empreints de rejet du candidat Macron, représentant d'élites parisiennes délégitimées. La jeunesse du candidat (« petit merdeux » tel que le qualifie un enquêté) est couplée à la menace qu'il fait peser sur le pouvoir d'achat d'électeurs qui se sentent déjà menacés (notamment des petits retraités). On le retrouve chez ces électeurs pour lesquels la distinction gauche-droite est significative (ce qui fait qu'ils ne peuvent se résoudre à voter pour Macron qu'ils identifient à gauche) et qui disent ne plus rien comprendre à la politique.

La seconde motivation souligne combien ce choix vient s'inscrire logiquement dans des trajectoires de vote ajustées à la présence du RN sur les territoires étudiés. Les allers et retours entre droite et extrême droite s'inscrivent dans des trajectoires électorales territorialement situées. Ils ne reflètent pas ici une rupture, mais constituent l'aboutissement de longs itinéraires électoraux dans la mesure où le passage au vote FN s'est déjà concrétisé à plusieurs reprises par le passé. Il existe à l'évidence, au sein des électeurs de la droite républicaine, un vivier de votants RN pouvant se réactiver à la faveur des contextes électoraux, mais également de la distribution territoriale des zones de force du parti dont la banlieue péri-urbaine d'Avignon (Le Pontet, Montfavet), terrain de l'enquête, constitue désormais un point d'ancrage. Cet enracinement s'appuie très largement sur ce que Félicien Faury appelle les « acquiescements ordinaires »³³ qui se repèrent au travers d'un « bon sens » partagé plus qu'au travers de marques de soutien franches

33 Félicien Faury, « Comment l'extrême-droite persévère. Notes de recherche sur une mairie RN », *Mouvements*, juin 2020 [En ligne : <https://mouvements.info/comment-lextreme-droite-persereve/>]

au RN. Acquiescement dont les entretiens collectifs (réalisés avec des amis, les enfants, l'épouse d'un enquêté notamment) rendent parfaitement compte. On s'y rassure sur le fait de faire le bon choix. On pense notamment à un enquêté qui indique qu'il ne souhaite pas vraiment la victoire de Marine Le Pen et que le débat de l'entre-deux-tours l'a convaincu qu'elle n'y parviendrait pas. Pour lui néanmoins, la candidate RN demeure, dans ce contexte de profonde incertitude et alors que les repères classiques ont disparu (Fillon ayant été éliminé), le seul choix raisonnable. Ce vote, que cet enquêté justifie à la fois comme indice d'une loyauté civique et vote « anti-macron » (rhétorique devenue slogan dans le cadre de l'élection présidentielle de 2022), manifeste cependant aussi et surtout la lente convergence entre cet électeur de droite et le logiciel de base du RN en matière d'immigration et d'insécurité qui trouve, en 2017, l'occasion de s'exprimer publiquement. Choix forçant l'évidence dans ces territoires acquis au RN, ce vote trouve ainsi dans le cercle des groupes primaires des points de ré-ancrages puisque, dans ce cas également, tous les proches de cet enquêté ont voté Marine Le Pen au deuxième tour. Dans le contexte très singulier de l'élection de 2017, le choix Le Pen qui a pu parfois être un peu honteux par le passé prend un tout autre sens. Il devient en effet le plus évident, le moins discutable. C'est un choix positif maintenant la cohérence d'un anti-macronisme affirmé bien avant le premier tour et validant des positionnements locaux de longue date éprouvés. Nul doute que le mouvement s'est accentué en 2022, ces électeurs – auxquels s'ajoutent certains de ceux qui n'avaient pas encore quitté le bateau des Républicains en 2017 – désormais renforcés dans leur anti-macronisme par l'épreuve des différentes crises (sociales, sanitaires et politiques) du quinquennat écoulé, ont dû probablement effectuer le même choix.

Conclusion

À la distinction entre électorats frontistes ouvriéristes du Nord et électorats de classe moyenne du Sud sans doute faut-il préférer des nuances plus fines. Sans nier que les premiers existent bien au sein de classes populaires, il faut garder à l'esprit que ces dernières sont – plus que jamais en 2022 – majoritairement abstentionnistes. Nos

analyses montrent par ailleurs que les soutiens des classes populaires au RN dans le Sud-est viennent très majoritairement de la droite. Ces soutiens s'appuient sur des sentiments de défiance très forts d'abord à l'égard de cette droite qui a trahi. Ce vote est le témoignage d'une certaine fierté visant à contrer un fort sentiment de dévalorisation (« je ne suis pas plus con que les autres »). Par ce vote, il s'agit de ne pas se faire avoir à la fois par ceux que ces électeurs voient comme fraudeurs aux aides sociales (en bas) qu'ils méprisent et ceux qui fraudent aux impôts (en haut) qu'ils peuvent parfois admirer. Par ce vote, ils sanctionnent un État qui, dans les deux cas, ne les protège pas et c'est particulièrement le cas des jeunes femmes des classes populaires étudiées.

La préférence ponctuelle puis habituelle pour le RN contribue inévitablement à poser progressivement une grille raciale sur les rapports sociaux. Cette grille valide la distinction opérée, au sein même des catégories populaires, entre les bons pauvres (blancs, travailleurs, se percevant progressivement comme étrangers chez eux) et les mauvais pauvres (les Arabes, la racaille, la « minorité du pire »³⁴). Dans ces classes populaires de droite qui choisissent le RN, on repère un vote de protestation émis de la droite contre la droite. L'électorat RN se compose, recompose, décompose donc bien à la faveur de ces petits pas vers l'extrême-droite encouragés, de longue date sur le terrain étudié (mais c'est également dangereusement le cas au plan national³⁵), par des responsables politiques qui n'hésitent pas eux-mêmes à brouiller les lignes.

Bibliographie :

Éric Agrikoliansky et Kévin Geay, « La bourgeoisie économique : une "classe mobilisée", mais comment ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 232-233 (2-3), 2020.

34 Norbert Elias et John L. Scotson, *Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté*, (trad. de : *The established and the outsiders*, 1965), Fayard, Paris, 1997, 278 p.

35 Cf. sur ce point les controverses sur l'usage du terme « décivilisation » par le Président de la République lors du conseil des ministres du 24 mai 2023 ou les confusions et euphémisations du ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, à l'égard des groupes d'« extrême-droite », « droite radicale », « extrême-gauche »...

Céline Braconnier et Nonna Mayer, *Les inaudibles. Sociologie politique des précaires*, Paris, Presse de Science Po, 2015.

Céline Braconnier, Baptiste Coulmont, et Jean-Yves Dormagen. « Toujours pas de chrysanthèmes pour les variables lourdes de la participation électorale. Chute de la participation et augmentation des inégalités électorales au printemps 2017 », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 6, 2017, pp. 1023-1040.

Félicien Faury, « Comment l'extrême-droite persévère. Notes de recherche sur une mairie RN », *Mouvements*, juin 2020 [En ligne : <https://mouvements.info/comment-lextreme-droite-persevere/>].

Félicien Faury, *Vote FN et implantation partisane dans le Sud-Est de la France : racisme, rapports de classe et politisation*. Thèse soutenue le 30 juin 2021 à l'université Paris Dauphine.

Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo, « FN et UMP : électorats en fusion ? », *Fondation Jean-Jaurès*, 13 septembre 2013.

Kévin Geay, *Enquête sur les bourgeois*, Paris, Fayard, 2019.

Pierre Gilbert, « Devenir propriétaire en cité HLM. Petites promotions résidentielles et évolution des styles de vie dans un quartier populaire en rénovation », *Politix*, vol. 1, n° 101, 2013, p. 79-104.

Violaine Girard, *Le vote FN au village, Trajectoires de ménages populaires du périurbain*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2017.

Florent Gougou et Simon Labouret, « La fin de la tripartition ? », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 2, 2013, p. 279-302.

Florence Haegel, *Les droites en fusion : Transformations de l'UMP*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

Christèle Lagier, « Les ressorts privés du vote FN : une approche longitudinale » in Sylvain Crépon, Alexandre Dezé, Nonna Mayer, (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Presses de Science po, novembre 2015.

Jacqueline Laufer, *L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes*, Paris, La Découverte, 2014.

Christèle Marchand-Lagier, *Le vote FN. Pour une sociologie localisée des électorats frontistes*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2017.

Christèle Marchand-Lagier, « Le vote des femmes pour Marine Le Pen : entre effet générationnel et précarité socio-professionnelle », *Travail, Genre et Société*, n° 40, novembre 2018, p. 85-106.

Christèle Marchand-Lagier et Jessica Sainty, « Avignon, îlot isolé dans un département frontiste ? », *Métropolitiques*, 12 mai 2017 (<https://www.metropolitiques.eu/Avignon-ilot-isole-dans-un.html>).

Christèle Marchand-Lagier et Jessica Sainty, « Sur le Front d'Avignon. Quelques leçons sur les élections régionales de 2015 », *La vie des idées*, 21 mars 2017 (<https://laviedesidees.fr/Sur-le-Front-d-Avignon.html>).

Gérard Mauger, « Vote FN et "souci de respectabilité" » in Gérard Mauger et Willy Pelletier (coord.), *Les classes populaires et le FN*, Bellecombe en-Bauges, Éditions du Croquant, 2017.

Nonna Mayer, *Ces Français qui votent FN*, Paris, Flammarion, 1999.

Nonna Mayer, « Les hauts et les bas du vote Le Pen 2002 », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 5, 2002, p. 505-520.

Nonna Mayer, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3, 2007, p. 429-445.

Nonna Mayer, « L'électorat Le Pen de père en fille » dans *Des votes et des voix. De Mitterrand à Hollande*, Nîmes, Champ social, 2013, p. 101-111.

Nonna Mayer, « Les constantes du vote FN », *Revue Projet*, vol. 354, n° 5, 2016, p. 11-14.

Cas Mudde, « The Populist Radical Right: A Pathological Normalcy », *West European Politics*, vol. 33, n° 6, 2010, p. 1167-1186.

Camille Peugny, « Pour une prise en compte des clivages au sein des classes populaires. La participation politique des ouvriers et des employés », *Revue française de science politique*, vol. 65, n° 5, 2015, p. 735-759.

Emmanuel Pierru et Sébastien Vignon, « Comprendre les votes frontistes dans les mondes ruraux. Une approche ethnographique des préférences électorales », in Gérard Mauger et Willy Pelletier, (dir.), *Les classes populaires et le FN*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, collection « Savoir/Agir », 2016.

Olivier Schwartz, « Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine », *La Vie des idées*, 22 septembre 2009.